

Le Président,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9, 3ème alinéa, L. 5211-12 et R. 5214-1;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 142-20 du 17 juillet 2020 fixant à quinze le nombre de vice-présidents ;

Vu le procès-verbal de la séance du conseil communautaire du 17 juillet 2020 au cours de laquelle il a été procédé à l'élection des membres du bureau, proclamant Jean Jacques ROUCH, membre du Bureau ;

Vu la délibération n° 280-21 du 14 octobre 2021 portant délégation du conseil communautaire au président ;

Considérant que le président peut déléguer, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux membres du bureau, sans toutefois en être totalement dessaisi ;

Considérant que le président peut aussi, eu égard à la nécessité d'assurer la mise en œuvre quotidienne de ses décisions et celles prises par le Conseil Communautaire, ainsi que le fonctionnement régulier de la gestion et des services de la Communauté de Communes, déléguer, sous certaines conditions, et dans des domaines précis, sa seule signature,

Considérant, que les Vice-Présidents de la Communauté de communes ont tous reçu des délégations ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : À compter du 01 juillet 2022, Jean Jacques ROUCH, conseiller communautaire, reçoit délégation de fonction pour instruire tout dossier et mettre en œuvre toute décision en matière de:

- ACHATS et MARCHES PUBLICS, notamment pour représenter le Président de la Communauté à la Commission d'Appel d'Offres

Il devra assurer le partenariat avec les organismes et les collectivités intervenant dans le domaine de ces attributions ainsi que la représentation du Président dans les instances et rencontres entrant dans ce cadre.

ARTICLE 2 : Monsieur Jean Jacques ROUCH, conseiller communautaire de la Communauté de Communes, bénéficie d'une délégation de signature, exercée sous notre surveillance et notre



responsabilité, dans les conditions fixées par le présent arrêté, uniquement pour les compétences énumérées limitativement ci-après :

- Signature de marchés publics en matière de travaux, fournitures et services, dans le respect des dispositions du code de la Commande publique et dans le cadre des délégations consenties au Président par le Conseil Communautaire listées ci-après : prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

Il devra être rendu compte au conseil communautaire dans les conditions prévues à l'article L.5211-9 et L5211-10 des décisions prises dans le cadre de cette subdélégation.

ARTICLE 3 : Monsieur Jean Jacques ROUCH agira dans le cadre des délégations précitées, sous la surveillance et la responsabilité du président auquel il devra rendre compte, à chacune de ses interpellations, des actes posés dans le cadre de ces délégations. Celles-ci ne faisant pas obstacle au pouvoir du Président d'accomplir personnellement, tout acte de sa compétence entrant dans les attributions auxquelles les délégations données se rapportent.

ARTICLE 4 : Les délégations de fonctions et de signature accordées ci-dessus cesseront de produire effet à compter du jour où son bénéficiaire cessera d'exercer les fonctions au titre desquelles ces délégations lui ont été consenties ou en cas de retrait.

ARTICLE 5 : L'arrêté n°157-20 portant délégation de signature à M. Jean Jacques ROUCH est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera transmis au représentant de l'État dans le département au titre du contrôle de légalité et notifié à l'intéressé. Il sera affiché, publié et inscrit au registre des arrêtés du Président.

A PRADES, le 29 juin 2022
Le Président de la Communauté de
Communes Conflent Canigó,
M. Jean-Louis JALLAT

Voies et délais de recours :

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, toute personne intéressée peut contester la légalité de la présente décision dans les deux mois qui suivent la date de publication et/ou sa notification.

À cet effet, elle peut saisir le Tribunal administratif de MONTPELLIER (Espace Pitot, 6 Rue Pitot, 34063 MONTPELLIER CEDEX 02) d'un recours pour excès de pouvoir. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision et/ou d'un recours hiérarchique le représentant de l'État dans le département. Cette démarche proroge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit après l'écoulement d'un délai de deux mois suivant la réception de ce recours. L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut décision de rejet implicite. Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible par le site internet www.telerecours.fr